

***Monsieur Richard von Weizsacker,  
Président de la République fédérale d'Allemagne,***

***Discours lors de l'ouverture de la 41eme année  
académique du Collège d'Europe Bruges  
24 septembre 1990***

***- Vérifier au prononcé -***

**Embargo: le 24 septembre 1990,18h00**

C'est un honneur pour moi de prononcer devant vous le discours d'inauguration de votre nouvelle année académique. Le Collège d'Europe oeuvre depuis plus de quarante ans en faveur du progrès européen avec ses perspectives visionnaires et sa rigueur scientifique. Sous la direction et sous l'inspiration de ses deux recteurs Henrik Brugmans et Jerzy Lukaszewski, le Collège a bâti la renommée mondiale dont il jouit aujourd'hui.

Ses forums ont toujours été non seulement à l'origine d'initiatives fécondes mais aussi de controverses salutaires. En effet, bien des discours tenus dans cette enceinte ne sont vraiment devenus célèbres qu'après avoir subi la critique fondée du cercle du Collège d'Europe.

L'hôte doit donc être sur ses gardes sans pour autant, par souci d'harmonie, esquiver les sujets prêtant à discussion.

Monsieur le Recteur, je voudrais tout d'abord vous remercier d'avoir donné au programme d'études de cette année le nom du groupe de résistance de la "Rose blanche". Vous montrez ainsi qu'à Bruges l'on ne s'intéresse pas seulement à la recherche et à l'enseignement mais que l'on s'interroge aussi sur l'image de l'homme qui doit guider nos pas sur la voie de l'avenir de l'Europe.

Vous venez de retracer de manière Impressionnante, Monsieur Lukaszewski, la résistance pacifique que le frère et la soeur Scholl et leurs amis ont opposée au national-socialisme. Ces jeunes étudiants allemands ne cherchaient pas à souffrir le martyre. C'est la voix de leur conscience qui a été plus forte que leur volonté de vivre et que leur peur de la persécution. Avec un courage exemplaire, ils ont tenté d'informer leurs condisciples sur les crimes du régime. Avec conviction et avec lucidité mais sans fanatisme, ils ont défendu la vérité et l'Etat de droit. Ils n'ont pas pris la fuite pour échapper au danger\*. Bien que solitaires au moment de leur exécution, ils n'en ont pas moins profondément marqué par leur exemple la période d'après-guerre. En particulier les jeunes gens de mon pays ont trouvé dans le destin de la "Rose blanche" plus de réponses à leur désarroi et à leurs questions sur le national-socialisme que dans le silence souvent obstiné de bien des parents et

educateurs. Nous rencontrons dans la "Rose blanche" un modèle de la dignité humaine pour laquelle nous devons tous nous engager.

## II

Cette voie ouvre aujourd'hui aux peuples de notre continent la perspective d'un chapitre fondamentalement nouveau dans leur histoire. Jadis, les provinces et les duchés d'Europe avaient dû apprendre à se regrouper en nations. C'était là un processus européen général visant à trouver des réponses aux défis des temps modernes de l'époque qui préconisaient l'Etat-nation. Cette politique d'équilibre a permis à ces nations de coexister plus ou moins bien. Quoique sans alternative, cette politique, toujours marquée par l'instabilité et le risque de déséquilibre, a abouti finalement à un nationalisme pervers et s'est terminée par les guerres européennes destructrices de ce siècle.

La Seconde Guerre a débouché sur la division de l'Europe. Ensemble, nous sommes tombés sous la domination des superpuissances. Sous le signe de la guerre froide entre l'Ouest et l'Est et sous la protection du pat nucléaire et de son apocalypse potentielle, la concurrence des deux systèmes sociaux et constitutionnels s'est développée pendant plus de quarante ans. Cette phase aussi touche désormais à sa fin. Les dirigeants soviétiques ont reconnu que, pour ne pas demeurer désespérément en reste, les réformes sur le modèle du système occidental étaient devenues une nécessité inévitable. Or, ces réformes se sont avérées irréalisables sans l'exercice de la liberté. Ainsi sont survenues les révolutions pacifiques, toujours en cours, dans les pays d'Europe centrale et orientale et d'Europe du Sud-Est.

Nous nous trouvons donc au seuil de la troisième phase sans précédent de notre coexistence en Europe. Les Etats-nations ne sont pas dépassés, mais en tant que tels ils ne permettent plus de résoudre les problèmes les plus importants de notre époque. Les systèmes d'armes nucléaires excluent une politique de cabinet nouant et dénouant les alliances sur le modèle d'autrefois. Il est nécessaire de pratiquer une politique de sécurité qui limite les conflits régionaux éventuels à la région concernée. Un effet Sarajevo qui contraindrait aussitôt tous les pays à entrer en conflit signifierait notre destruction, vu les armes dont nous disposons aujourd'hui. Ces impulsions

et les tâches essentielles de l'économie et de l'écologie, de l'énergie, **des** voies de communication et des télécommunications franchissent aujourd'hui nécessairement toutes les frontières nationales. **Les** systèmes modernes ne pensent et ne fonctionnent pas en termes nationaux. Des défis inévitables en résultent donc **pour** les temps modernes **de** notre époque.

L'époque de la balance des pouvoirs entre des nations pleinement souveraines est révolue. La suprématie **des** superpuissances globales ne détermine plus non plus l'avenir de notre voie européenne. En effet, les peuples européens ont eux-mêmes maintenant la chance de consolider et d'institutionnaliser leurs relations de telle sorte qu'il pourra s'ensuivre pour la première fois un ordre de vie et de paix commun.

Le Plan Schuman avait **déjà** été conçu dans ce sens. **Les** grandes crises entre les nations ne devaient plus être évitées par une politique de l'équilibre mais par **une** intégration partielle de pouvoirs vitaux de l'Etat-nation. Dans cet esprit, les Communautés européennes poursuivent leurs objectifs sur la base d'un droit supranational contraignant dont les pouvoirs contraignants imposent aux différents membres des restrictions qui dépassent nettement le cadre de l'ancien jus gentium.

C'est cette voie que nous autres Européens devons résolument emprunter. L'enjeu va au-delà de l'interchangeabilité des coalitions et de la dénonciation des traités entre les nations. **Il** n'est cependant nullement question de faire figurer au programme un nouvel assujettissement docile des citoyens à une "volonté générale" européenne fictive telle que conçue par Rousseau. Au contraire, la civilisation et la technique, qui sont inévitables, sans frontières et uniformisantes, ainsi que la mobilité croissante des personnes engendrent de tous côtés le besoin de protéger les particularités et **les** cultures locales et régionales, de préserver la propre histoire et l'identité des peuples. **Il** ne doit pas toutefois en résulter un nouveau nationalisme à visée hégémonique. **Il** s'agit plutôt pour toute l'Europe de créer une communauté protégée et limitée par des règles juridiques, telle que se l'était déjà imaginé Emmanuel Kant, telle qu'elle a présidé aux Traités de Rome, telle qu'elle est esquissée dans l'Acte final d'Helsinki et telle qu'elle est en train de se concrétiser pour la première fois dans la politique paneuropéenne.

C'est un grand objectif que nous avons là devant nous. Nous pouvons l'atteindre, comme nous pouvons aussi le manquer. **II** s'agit d'être prévoyant, mais **il** ne faut pas perdre de temps non plus. Car la liberté peut là où l'on se bat aujourd'hui à nouveau pour elle en Europe, suivre des évolutions très différentes allant vers la coopération supranationale jusqu'à l'unité ou vers une nouvelle destabilisation. Nous connaissons plus d'un exemple dans l'histoire européenne montrant que l'effondrement souhaité d'une stabilité forcée imposée par un pouvoir hégémonique fait place à une instabilité débridée et qu'un particularisme dangereux et finalement le chaos ont donc résulté d'une libération héroïque. La balkanisation est devenue à cet égard le concept mal famé que l'on sait.

Nous sommes placés aujourd'hui devant une alternative claire qui consiste à unifier l'Europe ou à retomber dans d'anciennes structures conflictuelles toujours latentes entre beaucoup **d'Etats** et de groupes ethniques. Si nous ne réussissons pas l'unification de l'Europe, nous la déstabiliserons. Les peuples qui sont sur le point de retrouver et d'exercer la liberté dont ils ont été si longtemps privés ont besoin d'une perspective tangible. Ceci s'applique en particulier à leur développement économique. C'est entre autres la crise économique qui a renversé le communisme. Mais la démocratie aussi, surtout celle qui est jeune et inexpérimentée, a besoin de la réussite économique pour pouvoir s'enraciner. Les hommes ne doivent pas découvrir la liberté en l'assimilant d'abord à la pauvreté et à la misère sociale. C'est pourquoi ils ne peuvent se contenter de visions d'avenir lointaines.. Seule l'adoption prochaine de mesures initiales pourra leur donner l'assurance que la coopération économique est sérieusement et irréversiblement en marche vers l'unification de l'Europe. Si elles se font attendre, les tensions sociales et nationales, qui prennent **déjà** une tournure inquiétante, ne manqueront pas de devenir encore plus explosives. Dans un tel contexte, la liberté si vivement souhaitée conduit non pas aux réformes nécessaires mais aux funestes nationalismes d'avant-guerre.

### III

C'est dans cette phase que les pays regroupés au sein de la Communauté européenne sont appelés à assumer la plus grande responsabilité. Ensemble, ils ont accompli les progrès qui ont influencé de façon déterminante la

concurrence **des** systèmes sur le sol européen. La Communauté est devenue une force d'attraction. Le moment est venu pour **elle** de faire ses preuves non seulement en tant que moteur mais aussi en tant que **moteur** de stabilité.

Pour réaliser cette grande tâche, elle a besoin de renforcer clairement sa capacité d'action commune. A cette fin, la réalisation de l'union économique et monétaire **sera** accélérée. Au mois de décembre, une conférence inter-gouvernementale commencera à mettre au point les plans de l'union politique. Nombre d'initiatives émanant **du** Parlement européen, de la Commission et **des** pays membres ont pour **but** de doter les organes de pouvoirs plus efficaces, de renforcer leur légitimation démocratique et de garantir<sup>1</sup> que les membres pratiquent par l'intermédiaire de leur communauté une politique homogène sur la scène internationale. La nouvelle crise **du** Golfe nous montre en ce moment **a** nouveau de façon drastique combien **il** s'agit **là** d'une nécessité urgente.

Nous savons tous que les processus décisionnaires **de** la Communauté sont hautement complexes et déroutants. **La** répartition des compétences entre le Conseil des ministres, la Commission et le Parlement reste en principe floue et insatisfaisante du point de vue démocratique. Les citoyens des pays membres se ressentent fortement de l'influence de la Communauté dans leur vie quotidienne. Mais l'élaboration des décisions exerçant cette influence reste pour eux une procédure anonyme. Leur seule contribution consiste à participer aux élections **du** Parlement européen qui est encore **l'organe** communautaire le plus faible. Comment les électeurs peuvent-ils alors connaître les enjeux? Ils sont habitués chez eux aux processus démocratiques hautement efficaces de l'administration autonome des communes, des parlements régionaux et nationaux. Personne ne peut s'attendre à ce qu'ils s'enflamment pour l'Europe s'ils doivent avoir **le** sentiment, aux élections européennes, de ne pouvoir donner leur voix ~~qu'à~~ **uniquement** de remplacement d'influence relativement insignifiante ou a, une "assemblée de contestataires, tous partis confondus, contre la persistance des forces nationales" (Peter Hort).

**Il** faut à long terme remédier radicalement **à** cette situation contradictoire. L'influence de la Commission de la Communauté procède de la qualité de ses travaux ainsi que du poids et du savoir exclusif de la grande bureaucratie. Ce n'est cependant toujours pas elle qui incarne vraiment l'exécutif mais le

Conseil **des** ministres. Ce dernier cumule les fonctions de l'exécutif et de l'essentiel du législatif. **Il** se mandate et **il** se contrôle lui-même. En son sein, les gouvernements nationaux agissent de façon - plus ou moins - européenne, même si leur mandat démocratique n'est pas d'origine européenne mais nationale. Et **il** n'est pas rare que chez eux, dans leurs campagnes électorales, ils critiquent sévèrement les décisions européennes qui ont été prises sous leur propre responsabilité au nom du Conseil des ministres. L'agriculture en est l'exemple le plus notoire, et elle est loin d'être le seul.

Je me contenterai d'esquisser brièvement les tâches urgentes du développement institutionnel de la Communauté. Certes, la Communauté ne doit pas former, et ne formera pas non plus, un Etat unique. Elle constitue cependant, depuis sa fondation, plus qu'une association de nations souveraines. Elle a créé un nouveau type d'institution supranationale juridiquement valable et opérante. En dépit de toutes les controverses qu'elle a soulevées parmi ses membres, elle a néanmoins déjà marqué d'une empreinte décisive l'histoire européenne. Aussi pénible son cheminement soit-il, elle doit continuer, et elle continuera, notamment à cause des succès qu'elle a remportés jusqu'ici, de renforcer sa capacité d'action, et ce dans le sens d'un fédéralisme dynamique avec des pays membres pleins de vitalité.

Les compétences entre la Communauté **et** les Etats membres ne peuvent être réparties que sur la base du principe de la subsidiarité. L'avenir du Conseil des ministres réside dans la fonction d'une chambre d'Etats dotée de compétences importantes qui se partage les tâches législatives avec le Parlement directement élu. Selon ce modèle, la Commission évolue vers un gouvernement mettant en oeuvre des processus décisionnaires qui sont contrôlés mais non remplacés par le législatif. La Cour de Justice, qui arbitre les conflits entre la Communauté et les membres et surveille l'exercice sans restriction **des** pouvoirs contraignants, exercera à cet égard une fonction particulièrement importante.

#### IV

Nous devons encore parcourir **un** chemin long et pénible avant d'atteindre ce but. Sur cette voie, nous **nous** empêtrons sans cesse dans des controverses sur **le** fond. Nous croyons devoir alors trancher entre l'élargissement ou

l'approfondissement. **Il** y a eu une époque où ce conflit était inévitable et peut-être **même** fructueux. Mais l'expérience nous enseigne aussi que plus nous persistons dans ce conflit, plus l'alternative s'avère fausse. Lorsque nous sommes tombés d'accord sur l'état actuel d'une communauté de douze membres, on a dit que nous avions opté, pour l'élargissement puisque nous n'avions pas réussi à atteindre l'objectif de l'approfondissement. En vérité, c'est cet élargissement qui a justement donné **les** impulsions décisives aux prochaines décisions visant l'approfondissement - à savoir l'Acte unique, le grand marché intérieur, l'union économique et monétaire -, décisions que, sans cet élargissement, c'est-à-dire dans l'abstraction, nous n'aurions guère été à même de prendre. **Il** est compréhensible qu'il en coûte aux nations de regrouper certains de leurs pouvoirs au sein d'institutions supranationales. Seule la pression de la situation internationale peut les y amener.

Cette pression existe aussi aujourd'hui. Elle ne résulte cependant pas d'une menace extérieure pour la Communauté mais du succès et par conséquent des demandes urgentes que toutes les parties de l'Europe nous adressent, à nous qui sommes **déjà** membres. Si nous voulions nous refuser à ces exigences existentielles de tout le continent jusqu'à ce que nous ayons réalisé entre nous l'approfondissement idéal, **il** serait beaucoup trop **tard**. Nous aurions alors failli à notre tâche dans la situation historique de l'Europe à la création de laquelle nous avons apporté une contribution substantielle en offrant un exemple positif.

Les questions restées en suspens dans nos relations avec les membres de l'A.E.L.E., et maintenant en particulier avec les pays du C.A.E.M. actuel, sont bien trop pressantes pour être ajournées. Nous ne pourrions naturellement pas créer les Etats unis de l'Europe tout entière du jour au lendemain. Mais **il** faut que les jalons sur cette voie soient posés de façon à être évidents pour tout le monde.

Nous sommes en train de créer avec les pays de l'A.E. L. E. un espace économique européen commun présentant des conditions semblables à celles d'un marché intérieur et susceptible de jeter les bases qui permettront de leur donner un statut proche de celui de l'adhésion. Une volonté de coopération, notamment de la part du groupe des vingt-quatre, a été signalée aux anciens pays du COMECON. La Commission de la C.E. est chargée de la coordination



• ce qui signifie que sa capacité d'action intégrée a déjà fait de gros progrès par rapport au passé!

Le passage à l'économie de marché réserve d'énormes problèmes aux pays du C.A.E.M. L'on serait tenté de croire qu'ils sont encore plus grands que ceux que pose l'adoption de principes démocratiques pour l'Etat et la société **sur** le modèle occidental. Certes la liberté se propage. Mais **il** est difficile de sortir l'économie de la dtbàcle, au niveau de l'organisation, du personnel et de l'idéologie, d'une économie centralement planifiée. Les anciennes structures se désagrègent, mais **les** mentalités restent encore souvent essujetties **à** l'ancien esprit. La formule incantatoire "marché" n'engendre pas automatiquement l'esprit d'entreprise. Les attentes des hommes dépassent les possibilités et compliquent donc la politique de réforme nécessaire et ses t'igueurs initiales inévitables. La seule certitude que nous ayons c'est que ces hommes se sentent Européens à part entière et qu'ils ont fondé leurs espoirs sur nous. Comment pourrait-il en être d'ailleurs autrement? **Il** est donc d'autant plus urgent que nous commencions à prendre des mesures concrètes qui encouragent le processus **de** réformes.

Nous devrions, pour nommer un exemple particulièrement important, nous donner pour tâche, non pas pour plus tard mais pour maintenant, de nous entendre dans un avenir très proche, avec la Pologne **par** exemple, sur l'association. L'Union soviétique a besoin, sur sa voie particulièrement difficile de la Perestroïka et de la transformation de son système, jusqu'à présent centraliste, **en** confédération, d'une coopération européenne étroite et **sure**, qui ne doit pas seulement être présentée comme une vague perspective d'avenir mais être mise en oeuvre dans le présent. Sans une contribution déterminante de l'union soviétique, la stabilité ne pourra pas être assurée en Europe. Nous sommes tous tributaires de cette contribution. C'est pourquoi l'Union soviétique doit pouvoir miser avec certitude sur son avenir en Europe. **Il** ne **faut** pas dresser de nouveaux murs en Europe, ni même à la frontière orientale de la Pologne.

On pourra qualifier tout cela d'élargissement ou d'autre chose. **La** n'est pas la question. Quoiqu'il **en** soit, cette évolution est dans l'intérêt vital de la Communauté elle-même.. Elle est le destinataire des espoirs des hommes et des peuples de l'Europe centrale et orientale et de l'Europe du Sud-Est. Elle ne

peut rester un club privilégié, fermé à l'extérieur et limité au nombre de ses membres actuels. Le Premier ministre britannique, elle aussi, l'a reconnu il y a quelques semaines à Aspen dans le Colorado avec une clarté dont il faut se réjouir. Elle a déclaré de façon impressionnante que nous ne devons pas refuser aux autres Etats européens l'association et la future adhésion à la Communauté. Ses propos avaient été annoncés par bonheur comme **une** évolution de ses anciennes idées qu'elle avait présentées il y a deux ans ici à Bruges dans **un** esprit quelque peu différent.

Par ailleurs, il n'en demeure par moins vrai que les actions que la Communauté ouverte à toute l'Europe peut et doit entreprendre, ne pourront réussir que dans la mesure où **elle** sera **une** Communauté capable d'agir. Pour cette raison, ce sera donc le progrès réel et inéluctable de **l'élargissement** qui nous contraindra **le** plus fortement à franchir les prochaines étapes de l'approfondissement. L'approfondissement et l'élargissement ne s'excluent pas. Ils sont, comme nous le verrons dans un avenir proche, l'un pour l'autre la force motrice la plus importante.

## V

Jean Monnet a toujours fait remarquer que la Communauté européenne n'était pas une fin en soi. Elle représente au contraire un processus décisif dans la transition vers une Europe dans laquelle les nations souveraines apprennent à partager leur souveraineté dans la liberté et à rendre ce processus irréversible et juridiquement obligatoire.

Ce faisant, la Communauté contribue conjointement avec d'autres institutions européennes à atteindre l'objectif d'un ordre de vie pacifique en Europe.

Le Conseil de l'Europe est voué à la paix sur la base du droit et de la démocratie. Son ouverture méritoire à de nouveaux membres venant de toute l'Europe le rend aussi prêt à assumer de nouvelles tâches. Le président Gorbatchev a déclaré, il y a un an à Strasbourg, que l'Union soviétique voudrait participer, dans le cadre de certaines institutions du Conseil de l'Europe, aux tâches européennes communes dans la culture, la formation et les médias. Il a notamment appelé à constituer un système de sécurité écologique à l'échelle régionale de l'Europe.

**En** effet, **il** n'y a pas aujourd'hui de sujet plus global que celui de la protection de la nature. L'urgence exige aussi la volonté politique de transférer, dans toute l'Europe, à un niveau communautaire des domaines centraux relevant des Etats. A quoi cela sert-il de lutter contre la pollution des fleuves en aval si **l'on** ne s'assure pas de la coopération des voisins en amont? Qu'advient-il de la mer Baltique devant les côtes scandinaves si l'Union soviétique et tous les autres Etats riverains ne sont pas associés aux mesures d'assainissement? Les critères de la propreté de l'air ne doivent pas changer selon les pays.

L'idée de la Communauté a commencé avec le charbon et l'acier. Le charbon et l'acier étaient symboles de puissance. La Communauté européenne du Charbon et de l'Acier a donc choisi un domaine déterminant pour le voisinage pacifique. **Il** n'est certes pas coutume de considérer la nature et l'environnement comme des symboles de puissance. **Il** est de plus en plus nécessaire de les protéger pour assurer nos bases d'existence. Nous ne saurons mettre en oeuvre cette protection qu'en nous solidarisant.

De même, l'idée d'une union européenne de l'énergie, que le Premier ministre néerlandais avait **déjà** proposée longtemps avant le récent coup de force de l'Irak, renferme, comme la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, une dimension stratégique. **Il** est dans l'intérêt commun de l'Europe de réduire sa dépendance du pétrole, de coordonner la grande mobilisation de capitaux, pour le gaz naturel par exemple, et de s'engager conjointement dans le développement de sources d'énergie alternatives.

La coopération pratiquée dans tous les domaines de la recherche dispose actuellement avec Eurèka du cadre international le plus large qui mérite de devenir une institution paneuropéenne. L'interdépendance de la technique et de l'économie européennes sera d'autant plus fructueuse que les normes techniques seront rapidement harmonisées.

Une union de standardisation valable pour toute l'Europe et souhaitée d'urgence **entre** dans le domaine du possible avec le début des réformes de système.

## VI

La C.S.C.E. constitue le cadre approprié de la politique paneuropéenne de sécurité. C'est dans ce cadre que les mesures de désarmement et de contrôle des armements nécessaires pour la paix doivent s'inscrire. C'est dans ce cadre que les nouvelles **taches** des alliances et leurs relations mutuelles pourront évoluer de façon positive. La C.S.C.E. ne signifie pas que les alliances doivent être liquidées sur le champ et remplacées par un système de **sécurité** collective. Quand même nous sommes, à l'ère du nucléaire, tributaires les uns des autres pour notre sécurité, la capacité de défense suffisante n'en demeure pas moins un devoir sensé et nécessaire qui ne peut pas être assumé collectivement. **Il** est également dans l'intérêt de la stabilité en Europe que les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, qui restent liés à leurs partenaires européens par l'O.T.A.N. et la C.S.C.E., soient représentés aux institutions européennes.

Le développement de la C.S.C.E. profitera à tous grâce à l'organisation des consultations et des relations de coopération ainsi qu'à l'existence d'institutions communes. Ces institutions comprennent des réunions régulières des gouvernements, un secrétariat et même un centre destiné à prévenir les conflits et à arbitrer les différends. Dans ce domaine également, **il** est déterminant d'adopter progressivement des règles fermes et contraignantes.

Notre hymne européen contient les grands idéaux de l'Hymne à la joie de Schiller "Tous les hommes seront frères". Caïn et Abel n'étaient-ils pas frères non plus? Restons sur le terrain de la réalité. **Il** ne s'agit pas de créer pour l'Europe une nouvelle version de la Société des Nations selon les anciennes formes d'une politique d'équilibre marquée par l'alternance des alliances et des amitiés. **Il faut** au contraire créer un espace juridique européen commun qui nous préserve des récidives et qui soit capable de maîtriser les crises. Pour notre sécurité, nous avons donc besoin d'un réseau de règles contraignantes et institutionnalisées.

## VII

Dans le communiqué de sa conférence de Londres, l'Alliance atlantique a déclaré au mois de juillet dernier que la division de l'Europe sera surmontée

avec l'unification de l'Allemagne. Associée à l'intégration politique et économique croissante de la Communauté européenne, l'Allemagne constituera un facteur indispensable de stabilité au coeur de l'Europe. L'unité allemande devra servir d'impulsion à l'unification de l'Europe.

C'est la volonté de l'Alliance. C'est la volonté de nos partenaires au sein de la Communauté et c'est la volonté en particulier de nous autres Allemands.

Dans quelques jours, l'unité nationale de l'Allemagne s'accomplira dans la paix et dans la liberté. Nous en sommes dans notre pays heureux et reconnaissants. Je pense que nos voisins pourront comprendre nos sentiments, même si les blessures de la dernière guerre, de l'occupation et de l'injustice ne sont pas oubliées. La perspective d'un peuple séparé réside dans son unité nationale. Nous autres Allemands avons, pendant ces dernières décennies, par trop fait l'expérience amère de ces murs et de ces barrières qui ont bafoué les droits de l'homme et divisé notre pays et sa capitale.

Mais le sentiment de joie suscité par le rétablissement de notre unité n'a nulle part été chez nous à l'origine d'un délire nationaliste. **Il n'est** pas vraiment nécessaire que j'aie aussi loin que l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères et chancelier de l'Echiquier, Denis Healey, qui a déclaré **il** y a quelques semaines que l'Allemagne était aujourd'hui le pays le moins nationaliste d'Europe, Je suis cependant intimement persuadé que nous autres Allemands concevons notre unité naturelle et légitime en toute lucidité et sans débordements d'émotions de telle sorte qu'elle profite aux voisins et qu'elle réponde aux exigences de l'Europe.

Nous autres Allemands savons parfaitement que nous n'avons pas obtenu notre unité nationale en faisant cavalier seul, celle-ci faisant partie d'un processus européen.. Ce n'est pas amoindrir notre respect à l'égard de nos compatriotes en R.D.A., qui ont remporté la liberté sans un seul coup de feu et abattu un mur devenu dans le monde entier le symbole de l'inhumanité, que de constater que nous ne serions pas parvenus à l'unité sans le partenariat **de** nos alliés, sans les décisions historiques du président Gorbatchev et sans l'aide que Budapest, Prague, Varsovie et Vienne ont prêtée aux réfugiés de la R.D.A. **c'est** finalement l'esprit d'Helsinki que nous avons tous créé ensemble, qui a aplani aux hommes le chemin de la

liberté. L'Europe est donc aussi le berceau de la réalisation de l'unité allemande dont la tâche et le but consistent à créer une Europe unique.

La politique de l'Allemagne unifiée se fondera sur les expériences des dernières décennies. L'intégration à l'Ouest a été, après la guerre, l'orientation déterminante donnée à la République fédérale d'Allemagne. Elle a marqué notre vie, mobilisé nos énergies et fait naître de nouvelles forces. Nos citoyens le savent parfaitement et se soucient sincèrement de ne pas compromettre cette évolution favorable. Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, on cherchera en vain l'ombre d'une idée politique importante préconisant un rôle national spécifique. De telles idées n'existent pas. Nous serons les derniers à retomber dans l'ancienne pensée visant l'hégémonie continentale.

Nous savons aussi parfaitement qu'aucune des grandes tâches du présent ne se laissent aujourd'hui résoudre dans notre cadre national. Notre intérêt vital réside dans les interdépendances supranationales. Nous sommes pleinement conscients de la nécessité de créer une Communauté qui soit vraiment capable d'agir, et nous ne méconnaissons pas que la Communauté a, pour sa part, également besoin de vigoureuses impulsions allemandes dans ce sens. A Bruges et à Bruxelles et partout ailleurs, on pourra compter sur elles.

Nous devons, selon le communiqué de Londres, constituer un facteur de stabilité au cœur de l'Europe. Nous nous orientons vers les valeurs et les objectifs de l'Ouest. Nous nous trouvons géopolitiquement au centre, et nos efforts sont par conséquent, au nom de la stabilité européenne, axés sur toute l'Europe, et ce pas seulement depuis aujourd'hui.

Sur la base de l'irréversibilité de notre solide intégration à l'Ouest, nous avons signalé notre ouverture à la détente et à une nouvelle politique à l'égard de l'Est. Après de longues et dangereuses évolutions, cette ouverture a contribué à donner de nouvelles grandes chances à la paix en Europe. Il est déterminant que nous continuions de la mettre à profit. Nous autres Allemands ne manquerons pas d'insister pour qu'il en soit ainsi à l'avenir également.

Cette ligne qui est la nôtre indique nullement, pour le répéter en d'autres termes, que nous autres Allemands avons l'intention de faire cavalier seul, En empruntant cette voie, nous serions, d'une part, trop faibles pour les objectifs de la politique à l'égard de l'Est, et, d'autre part, nous pourrions menacer notre ancrage à l'ouest dont l'importance est si vitale pour nous. Nous sommes persuadés que Gyorgy Conrad a finalement raison quand il dit: "Ces Etats unis d'Europe occidentale ne sont pas possibles. Ne sont possibles que les Etats unis d'Europe." Mais le chemin qui y mène doit, en ce qui nous concerne, nous - membres de la Communauté, être pris ensemble, c'est-à-dire dans toute la mesure du possible par la Communauté elle-même. Chaque pas que nous autres membres franchissons seuls et en dehors de nos institutions communes sur la voie de l'Europe tout entière, affaiblit non seulement la Communauté, mais aussi ses membres. Par contre, chaque pas accompli par la Communauté en tant que telle renforce à la fois ses membres et la Communauté elle-même.

Permettez-moi de citer encore une fois Jean Monnet, cet homme éminent, qui grâce à sa clairvoyance historique et à son intégrité a su comme nul autre montrer à l'Europe la voie de l'avenir à suivre. Il voyait **déjà** depuis longtemps dans l'unification des Allemands au sein de la Communauté une condition indispensable à un ordre de paix européen englobant l'Ouest et l'Est du continent. Nous entendons aussi aujourd'hui de la part d'un Soviétique (le professeur Dachitchev) que l'unification de l'Europe ne serait pas possible sans l'unité de l'Allemagne; elle pourrait aider l'Union soviétique à sortir de son isolement en Europe.

De telles attentes ne nous incitent certainement pas, nous Allemands, à tirer de fausses conclusions. Nous vivons au centre, mais nous ne sommes pas seuls. Tout dépend de notre solidarité dans une communauté qui a reconnu la chance historique d'instaurer un ordre de vie pacifique s'étendant à toute l'Europe et qui a énergiquement saisi cette chance. Sa perspicacité et son dynamisme responsables décideront de son succès. Nous autres Allemands voulons y contribuer et y contribuerons dans toute la mesure de nos possibilités.

